



# MAIRIE D'AUZANCES

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 20 MARS 2023 A 19 HEURES**

**Présents :** Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Fabien JAMME, Leilha BERTHON, Georges DIONNET, Christian SCARAMUCCIA, Serge DESBOUDARD, Christine BICHON-MOREL, Jean-Pol GILBERT, Jean-Pascal HELION, Françoise SUDI GUIRAL, Chrystelle VAXIVIERE, Delphine DIONNET, Bastien GENDRAUD

**Absents / Excusés :** Marie-Claude BOUGNOUX

**Pouvoirs :** Marie-Claude BOUGNOUX à Christian SCARAMUCCIA

**Secrétaire de séance :** Serge DESBOUDARD

\*\*\*\*\*

### **Délibération n° 2023 – 8 en date du 20 Mars 2023** **portant vote contre une direction commune des écoles d'Auzances**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, confirme sa décision :  
- **Pour deux directions distinctes** des écoles maternelle et élémentaire du Groupe Scolaire Fernand Gory à Auzances

- **Contre une direction commune** des écoles maternelle et élémentaire du Groupe Scolaire Fernand Gory à Auzances

Le Conseil Municipal charge Madame le Maire de transmettre cette délibération aux instances et services concernés, et l'autorise à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires à cette décision.

### **Délibération n° 2023 – 9 en date du 20 Mars 2023** **portant approbation du Compte de Gestion 2022**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur.

En application des dispositions des articles L1612-12 et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'assemblée délibérante entend, débat, et arrête le compte de gestion du comptable qui doit être voté préalablement au compte administratif sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par les comptables Grégory FERINGAN et Françoise DROT, accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que ces comptables ont repris dans leurs écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'ils ont procédé à toutes les opérations d'ordre qu'ils lui ont été prescrites de passer dans leurs écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le compte de gestion dressé par les comptables Grégory FERINGAN et Françoise DROT, pour l'exercice 2022.

Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

**Délibération n° 2023 – 10 en date du 20 Mars 2023  
portant approbation du Compte Administratif 2022**

Nombre de membres	14
Présents	13
Représentés	1
Votants	14
Exprimés	14
Pour	14
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Caroline LE CORRE, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2022 (Budget Principal) dressé par Madame Françoise SIMON, Maire,

1°) lui donne acte de la présentation faite du compte administratif

2°) approuve le compte administratif 2022

Budget Principal :

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève à + 625 675, 66 €

Le résultat de la section d'Investissement s'élève à - 162 280, 17 €

**Délibération n° 2023 – 11 en date du 20 Mars 2023  
portant affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2022**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

**BUDGET PRINCIPAL COMMUNE D'AUZANCES**

Le Conseil,  
Après avoir entendu ce jour le Compte Administratif de l'exercice 2022,  
Statuant sur l'affectation du résultat cumulé d'exploitation,  
Considérant les éléments suivants :

**POUR MEMOIRE**

Excédent de fonctionnement antérieur + 459 635, 00 €  
Reporté (report à nouveau créditeur)

Déficit d'investissement antérieur - 248 398, 60 €

Reporté

**SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2022**

Solde d'exécution cumulé - 162 280, 17 €

**RESTES A REALISER AU 31/12/2022**

Dépenses d'investissement - 473 246, 41 €

Recettes d'investissement + 293 231, 66 €

**SOLDE** - 180 014, 75 €

**BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2022**

Rappel du solde d'exécution cumulé - 162 280, 17 €

Rappel du solde des restes à réaliser - 180 014, 75 €

**Besoin de financement total** - 342 294, 92 €

## **RESULTAT DE FONCTIONNEMENT A AFFECTER**

Résultat de l'exercice	+ 166 040, 66 €
Résultat antérieur	+ 459 635, 00 €
Total à affecter	<u>625 675, 66 €</u>

**Décide d'affecter le résultat cumulé de la section d'exploitation comme suit :**

### **AFFECTATION**

1) Couverture du besoin de financement de la section d'Investissement (crédit du compte 1068 au BP 2023)	342 294, 92 €
2) Reste sur excédent de fonctionnement à reporter au BP 2023 – Ligne 002 (report à nouveau créditeur)	283 380, 74 €
	<u>+ 625 675, 66 €</u>

### **Délibération n° 2023 – 12 en date du 20 Mars 2023 portant création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique à temps complet, au 1er Juillet 2023**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire rappelle à l'assemblée :

VU le code général de la fonction publique, et notamment l'article L313-1 ;  
Conformément à l'article L313-1 précité, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu du départ à la retraite d'un des agents des services techniques au 1<sup>er</sup> Mars 2023, il convient de compléter les effectifs de ces services.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2023.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

#### **Décide :**

La Création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique à temps complet.

La rémunération sera déterminée en fonction du classement de l'agent (grade et échelon) et de la reprise de ses services antérieurs (publics ou privés).

#### **Charge Madame le Maire :**

- d'effectuer la déclaration de création d'emploi auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de La Creuse
- de recruter et de nommer l'agent sur ce poste,

**Précise que les crédits correspondants à ce recrutement sont inscrits au budget primitif 2023 de la commune.**

**Délibération n° 2023 – 13 en date du 20 Mars 2023**  
**portant autorisation d'adhésion du SIAEP de la Rozeille au syndicat mixte de production et d'interconnexion d'eau potable**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire donne lecture du courrier et de la délibération n° 2022-35 du SIAEP de la Rozeille acceptant la création d'un syndicat supra de production et d'interconnexion d'eau potable.

Pour rappel, six unités de gestion de l'eau potable, les SIAEP de la Région de Boussac, de la Rozeille, de la Vallée de la Creuse, d'Ahun, du Bassin de Gouzon et la Communauté d'Agglomération de Guéret, sont à l'initiative de cette création.

Madame le Maire regrette que ce syndicat ne soit pas complètement indépendant comme le SDEC.

Madame le Maire demande de se prononcer pour autoriser l'adhésion du SIAEP de la Rozeille au syndicat mixte de production et d'interconnexion d'eau potable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- émet un avis favorable pour l'adhésion du SIAEP de la Rozeille au syndicat mixte de production et d'interconnexion d'eau potable ;
- autorise Madame le Maire à signer toutes pièces utiles à cette délibération.

**Délibération n° 2023 – 14 en date du 20 Mars 2023**  
**portant renouvellement de la convention de partenariat entre le Département de la Creuse et la commune d'Auzances pour le développement de la lecture publique et la gestion de la Bibliothèque Municipale**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que suite au vote du nouveau Schéma Départemental de la lecture publique, le 30 avril 2021, le Conseil Départemental, réuni en Assemblée Plénière le 17 décembre 2021, a souhaité renouveler l'ensemble des conventions qui régissent les relations entre les collectivités et le département pour le développement de la lecture publique et la desserte documentaire des bibliothèques municipales par la bibliothèque départementale.

Madame le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer cette nouvelle convention de partenariat entre le Département de la Creuse et la commune d'Auzances pour le développement de la lecture publique et la gestion de la Bibliothèque Municipale d'Auzances.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Autorise Madame le Maire à signer la convention de partenariat entre le Département de la Creuse et la commune d'Auzances pour le développement de la lecture publique et la gestion de la Bibliothèque Municipale d'Auzances,
- Autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

Fabien JAMME fait remarquer que le coût de la bibliothèque municipale est supporté par la commune d'Auzances alors que tout utilisateur, là encore, peut bénéficier du prêt des livres gratuitement. Or les communes environnantes, ayant moins de services à faire fonctionner, peuvent se permettre de laisser leurs impôts locaux à des taux très bas alors que ceux d'Auzances, pour financer les services, sont forcément plus élevés.

Madame le Maire lit le projet de convention et fait remarquer que la commune d'Auzances peut mettre la bibliothèque payante.

Le Conseil Municipal ne souhaite pas s'engager dans cette démarche pour l'instant.

**Délibération n° 2023 – 15 en date du 20 Mars 2023**  
**portant autorisation à Madame le Maire de signer avec le CDG 23 une convention d'adhésion d'accompagnement administratif relative au suivi des agents en congé de maladie dans le cadre des examens médicaux effectués par la médecine agréée**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Vu le code général de la fonction publique et ses articles L452-1 à L452-43-1,  
Vu le décret 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,  
Vu le décret 2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux conseils médicaux dans la fonction publique territoriale,  
Vu le projet de convention proposé par le CDG 23 d'accompagnement administratif de suivi des agents en congé de maladie dans le cadre des examens médicaux effectués par la médecine agréée (anciennes compétences du comité médical),

Considérant que l'article L452-38 du CGFP prévoit que les centres de gestion assurant à titre obligatoire le secrétariat des conseils médicaux et que l'article L452-40 du CGFP prévoit que les centres de gestion peuvent assurer à la demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1 et situés dans leur ressort territorial, toute tâche administrative complémentaire,

Madame le Maire expose au Conseil Municipal :

La création du conseil médical unique (fusion du comité médical et de la commission de réforme) a également fait évoluer les compétences du conseil médical restreint.

Antérieurement toutes les demandes et chaque renouvellement de demande de congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie ainsi que la prolongation des congés de maladie ordinaire au-delà de 6 mois étaient soumis à l'avis préalable du comité médical.

Désormais il relève des collectivités et établissement employeur d'effectuer la demande d'un examen médical par un médecin agréé pour la justification des arrêts en maladie ordinaire au-delà de 6 mois consécutifs, et à l'occasion de certains renouvellements des congés de longue maladie et longue durée (au titre de l'article 24 du décret 87-602 du 30 juillet 1987) ou congé de grave maladie.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé une convention venant préciser le rôle d'accompagnement administratif du Centre de gestion auprès de leurs collectivités et établissement affiliés en confiant au centre de gestion une mission facultative administrative complémentaire, d'organisation des demandes d'examens médicaux par un médecin agréé, pour les cas cités aux articles 15 et 26 du décret 87-602 du 30 juillet 1987 modifié.

Afin d'assurer le respect du secret médical, la continuité de suivi du dossier par le conseil médical et faciliter la relation avec les médecins agréés, il est proposé que le centre de gestion poursuive cette mission d'organisation des examens médicaux, entrant exclusivement précédemment dans le champ de compétence de l'ancien comité médical.

Les situations de demandes d'avis médical concernées par la présente convention sont les suivantes :

- Visite médicale une fois au-delà de six mois consécutifs de congé de maladie.
- Prolongation CLM, CLD, CGM hormis les cas prévus d'avis obligatoire préalable du conseil médical restreint : examen médical du fonctionnaire par un médecin agréé une fois par an après passage à ½ traitement.

Les missions effectuées par le CDG s'effectuent dans le cadre des demandes d'avis médicaux et sont précisées par la convention.

La collectivité s'engage sur les actions suivantes :

- Le suivi des congés de maladie des agents relève de la compétence et de la responsabilité de l'employeur. C'est ainsi que les missions de demandes d'examens médicaux sont effectuées sur demande expresse de la collectivité (formulaire dédié),
- La relation avec l'agent concerné pour l'ensemble des demandes de pièces justificatives est sous la compétence exclusive de la collectivité,

- La demande d'examen médical auprès du secrétariat du Conseil Médical doit être faite, au moins 1 mois avant la fin de la dernière période de congé maladie octroyé ou dès que l'avis d'arrêt de travail fourni par l'agent justifie un contrôle médical.
- La collectivité s'engage à envoyer à l'agent dans les plus brefs délais, en recommandé avec accusé de réception, la convocation transmise par le secrétariat du Conseil Médical en formation restreinte du CDG (obligation réglementaire).
- L'employeur s'engage à prendre en charge les frais d'expertise médicale sur la base de la note d'honoraire établie par le médecin agréé.

Les dépenses d'assistance administrative supportées par les centres de gestion pour l'exercice de cette mission complémentaire de secrétariat à caractère facultatif est financé par la cotisation additionnelle prévue par l'article L452-30 du CGFP dont le taux est fixé par délibération du conseil d'administration.

La durée de la présente convention est fixée à un an à compter de sa signature par la collectivité ou l'établissement et sera automatiquement reconduite jusqu'au 31/12/2026 sauf dénonciation expresse par lettre recommandée avec avis de réception, 3 mois au moins avant la date d'échéance annuelle par l'une ou l'autre des parties (soit le 30/09/N pour l'année N+1).

Considérant l'intérêt que représente l'adhésion à cette mission, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention avec le centre de gestion portant adhésion d'accompagnement administratif de suivi des agents en congé de maladie dans le cadre des examens médicaux effectués par la médecine agréée

**Délibération n° 2023 – 16 en date du 20 Mars 2023**  
**portant approbation du projet de restauration des retables des 2 chapelles et demande de**  
**financement au titre du programme Leader 2014-2020 GAL Combraille en Marche**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal que :

- La chapelle Ste Marguerite, à proximité de l'ancienne place du foirail a aujourd'hui vocation de musée lapidaire (sarcophages, vases funéraires, etc.. ). L'ensemble du chœur composé d'une estrade, d'un maître-autel en bois taillé est infesté par des xylophages. Il est empoussiéré et la peinture est écaillée.
- La petite chapelle Ste Anne, bâtie près d'un beau pont de style gothique, possède un ensemble du chœur constitué d'une estrade, d'un retable. En bois taillé, peint, polychrome doré du 18E siècle. En mauvais état, l'estrade et le retable ont été repeints et redorés. Les xylophages sont actifs. La polychromie est écaillée,

ainsi que les dorures.

*(textes tirés des conclusions des spécialistes).*

Madame le Maire rappelle ensuite au Conseil Municipal que la commune a souhaité, en 2022, faire restaurer les statues des 2 chapelles.

Afin de continuer la restauration, Madame le Maire propose maintenant au Conseil Municipal de faire conserver et rénover les ensembles chœur des 2 chapelles.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal d'Auzances :

- Approuve le projet "Restauration des retables des 2 chapelles",
- Valide le projet et le plan de financement présenté ci-après,
- Demande à bénéficier des aides au titre du programme LEADER 2014-2020 GAL Combraille en Marche,
- Autorise Mme le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous actes nécessaires à la réalisation de ce projet.



Types de dépenses	Dépenses totales		Recettes totales
Rénovation du retable de la chapelle Ste Marguerite	13 300.00€	Leader	55 585.60€
Rénovation du retable de la chapelle Ste Anne	56 182.00€	Autofinancement	13 896.40€
<b>TOTAL</b>	<b>69 482.00€ HT</b>	<b>TOTAL</b>	<b>69 482.00€</b>

**Délibération n° 2023 – 17 en date du 20 Mars 2023  
portant adoption de la motion relative aux fermetures  
de la classe en Creuse**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte la motion suivante :

Suite à l'annonce de 19 fermetures de classes par le DASEN, le 28 février dernier, l'ensemble des élus creusois se sont mobilisés et ont décidé d'agir par différents moyens d'actions :

- participation aux manifestations
- boycott du Conseil Départemental de l'Education Nationale
- sollicitation d'un rendez-vous auprès de Mme La Rectrice
- demande à M. Le DASEN de « revoir sa copie »

Le 2 mars dernier, à l'issue du CSASD, l'Inspection Académique proposait une nouvelle version de la carte scolaire et confirmait la fermeture de 6 classes : 3 à Guéret, 1 à Aubusson, 1 à Bellegarde et 1 à Bourgneuf. Même si le recul est considérable, la détermination des élus en faveur de ces écoles demeure intacte.

Au-delà de la remise en cause crescendo et constante de la qualité de l'enseignement subie à la fois par les élèves et le corps enseignant, c'est toute une méthode ou plutôt une non-méthode qui devient problématique avec des manques de concertation, de visibilité, de cohérence des projets et de leurs financements...

Si l'école est pour tous, son accès doit être néanmoins différencié.

En effet, sur notre département, des territoires hyper-ruraux côtoient des quartiers prioritaires et cette situation nécessite une prise en compte spécifique à la Creuse.

Ainsi, les élus creusois demandent au Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse :

- 0 fermeture de classes
- 0 fermetures d'écoles
- 30 créations de postes : 10 affectés à la brigade de remplacement  
10 pour les enfants à besoins particuliers  
10 au nom de la ruralité

**Délibération n° 2023 – 18 en date du 20 Mars 2023  
portant numérotation des parcelles ancienne route de Clermont**

Nombre de membres	15
Présents	14
Représentés	1
Votants	15
Exprimés	15
Pour	15
Contre	0
Abstentions	0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide l'adressage suivant pour l'ancienne route de Clermont, et charge Madame le Maire de le transmettre à tous les services concernés.

<b>Numéro de parcelle</b>	<b>PROPRIETAIRE</b>	<b>Adressage validé par le Conseil Municipal</b>
B343	JAY Joëlle	1 ancienne route de Clermont 23700 AUZANCES
B344	INDIVISION RATINET	3 ancienne route de Clermont 23700 AUZANCES
B42	PAILLARD Jérémy	5 ancienne route de Clermont 23700 AUZANCES
B44	DIONNET Eric	7 ancienne route de Clermont 23700 AUZANCES
B46	DIONNET Eric	9 ancienne route de Clermont 23700 AUZANCES

Séance levée à 23h10

Le Maire,

Françoise SIMON

